



## **Discours de Macron à la CPU : une bombe à fragmentation contre les étudiants, les personnels, les missions et les établissements !**

*Devant le congrès de la Conférence des présidents d'université (CPU) le président de la République, Emmanuel Macron, a fait, comme on pouvait s'y attendre, la publicité mensongère du bilan de son quinquennat. On se bornera à ce sujet à rappeler que les recrutements de professeurs des universités et de maîtres de conférences continuent, d'après des chiffres très officiels, leur chute libre ; que les effectifs des personnels BIATSS, contractuels compris, stagnent, ceci alors que l'université a dû accueillir pendant son quinquennat environ 100 000 étudiants supplémentaires. Et, comme tous les fonctionnaires, ces personnels de toutes catégories ont connu une perte de pouvoir d'achat de plus de 22% depuis 2010, perte que la politique Macron a encore accrue.*

Le président a cependant aussi fait des annonces quant aux attaques qu'il entendrait pouvoir perpétrer encore contre l'ensemble de l'enseignement supérieur et de la recherche. Il a dénoncé la faiblesse des « taux de réussite », annoncé **que l'université devrait « garantir l'orientation des jeunes vers l'emploi » et « devenir plus efficacement professionnalisante »**, attaqué le principe de la quasi gratuité de l'enseignement supérieur, plaidé pour une restructuration institutionnelle d'ensemble de l'enseignement supérieur et de la recherche.

### **Les universitaires coupables des échecs des politiques gouvernementales ?**

L'argument n'est pas nouveau mais est ici présenté sans fard : les universitaires seraient responsables du taux de réussite des étudiants et plus encore de leur taux d'emploi.

En ce qui concerne les taux de réussite, **qui est responsable du saccage des études et de l'orientation pré-Bac, de la disparition des diplômés en deux ans (DUT, DEUG) ou intermédiaires (Maîtrise) ? Qui refuse de donner les moyens pour les cours de rattrapage, les dédoublements de cours, les remises à niveau y compris à la sortie de confinements où les étudiants ont été relégués « à distance » de l'enseignement ?** En dépit du chantage au financement qui pèse de plus en plus sur leurs diplômes, les universitaires persistent à vouloir maintenir les exigences académiques dont ils sont les garants.

Quant au taux d'emploi, l'argument, également éculé, relève de la fumisterie : en quoi en effet les universitaires seraient-ils responsables du marché du travail, de surcroît de plus en plus restreint, informel et informel ?

### **Des universités au service des entreprises : détruire les missions de l'Université**

Comme on le sait, il existe déjà nombre de formations professionnelles à l'université. Mais Macron veut changer totalement la nature même de l'Université, en lui fixant comme mission principale et prépondérante la « professionnalisation », en la transformant en prestataire au service des exigences immédiates des patrons. **Exit tout ce qui fait l'Université** : la formation par la recherche et à la recherche, les enseignements disciplinaires fondamentaux dans tous les domaines, la liberté critique, mais aussi la contribution de la recherche de haut niveau menée en France au service du progrès des connaissances humaines à l'échelle internationale. **Exit aussi une garantie fondamentale conquise par les salariés : celle de la qualification professionnelle reconnue et durable.**

### **De la sélection en 1<sup>e</sup> année à la sélection en master... à la sélection par l'argent**

L'« autonomie » instituée par la LRU de 2007 et renforcée par la suite a pour fonction de déléguer aux universités la gestion de la pénurie : budgets insuffisants, manques de postes, manques d'équipements de toute nature.

De cette situation, que sa politique a empiré avec la LPR, Macron tire l'enseignement qu'il faut trouver de nouvelles ressources. Pour ceci, quoi de plus simple que de taxer les usagers ? **De même que les malades seraient fauteurs de pandémie, les étudiants seraient fauteurs de la maladie budgétaire de l'université. Et parmi eux, il dénonce de surcroît les boursiers (« un tiers des étudiants sont boursiers », déplore-t-il). Des pauvres qui voudraient avoir des droits !**

Selon sa logique, il faudrait donc à tout prix empêcher les lycéens et étudiants d'avoir accès à ce à quoi ils ont droit en raison des diplômes nationaux qui leur sont délivrés. Tel est l'objectif de Parcoursup et du projet de plate-forme unique « *Trouver mon master* » : réduire les flux.

Mais ce n'est pas suffisant : **Macron voudrait donc y ajouter une forme encore plus arbitraire de « sélection », la sélection par l'argent, avec la levée de tout plafonnement des droits d'inscription.** À ceux qui s'interrogeraient sur l'ordre de grandeur envisageable pour l'augmentation du péage universitaire, un premier élément de réponse est fourni par l'exemple des étudiants étrangers hors UE, auxquels le gouvernement actuel a imposé une **multiplication par 15 des frais d'inscription.** C'est inacceptable !

### **Organismes de recherche en voie de disparition, « grandes écoles » privées au cœur de l'Université, CPGE en danger !**

En parlant de « *modèle à plusieurs vitesses, [...] où les grandes écoles et organismes de recherche étaient supposés s'occuper de l'excellence et de la formation des élites, [...]* », E. Macron semble mettre sur le même plan organismes de recherche et grandes écoles. Mais on ne part pas de rien et l'exemple des établissements « expérimentaux » est là pour indiquer ce qu'il pourrait advenir en réalité. Concernant le CNRS et les autres organismes de recherche, ce serait la poursuite de la dislocation entamée avec les « politiques de site » et leur transformation en agences de moyens. Cela répond à la demande de présidents d'université voulant accéder à la gestion pleine et entière des personnels des EPST affectés dans des UMR.

Concernant les grandes écoles, il s'agirait surtout de transformer en un régime ordinaire les multiples passe-droits accordés ces dernières années en matière de délivrance des diplômes et grades universitaires, ceci à l'encontre du monopole de la collation des grades. Les grandes écoles privées, de surcroît les plus onéreuses, se verraient ainsi offrir l'accès à un « marché » qu'elles convoitent depuis longtemps. Quant aux CPGE existantes, pour la plupart publiques, elles risquent fort dans ce schéma de se trouver absorbées dans les « centres de gravité ».

### **Ce dont l'enseignement supérieur et la recherche ont besoin, ce n'est pas de dévoiement de leurs missions, de sélection, de dislocation ! Bien au contraire, il faut :**

- > **des postes statutaires dans toutes les catégories, pour accueillir tous les étudiants, enseigner, chercher ; des dotations de recherches pérennes : abrogation de la LPR !**
- > **des diplômes nationaux, en premier lieu le baccalauréat, 1<sup>er</sup> grade universitaire, avec les droits qu'ils doivent garantir à tous : la poursuite d'études, la détention d'une qualification. Abandon de Parcoursup, abandon de la plate-forme unique « Trouver mon master » ! Aucune augmentation des frais d'inscription à l'université et rétablissement des droits des étrangers hors UE !**
- > **défendre le monopole de la collation des grades universitaires ;**
- > **le maintien des missions historiques fondamentales de l'université et des organismes de recherche, le maintien des établissements avec leurs statuts et les personnels sous statut de fonctionnaire d'État qui permettent de les faire fonctionner, au service du progrès de la connaissance pour tous !**

*FO ESR appelle les personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche à rejoindre en nombre la **mobilisation interprofessionnelle du 27 janvier pour faire valoir leurs droits, défendre les diplômes nationaux, leurs missions et leurs établissements !***